

Mot du rédacteur

Le septième numéro de l'*Observateur international de la productivité* du Centre d'étude des niveaux de vie renferme sept articles. Les sujets traités comprennent le rendement et les perspectives économiques à long terme du Canada, l'impact de l'accumulation du capital sur la croissance de la productivité au Canada, les différences entre le produit intérieur brut et le produit intérieur net, la future croissance de la productivité au Canada, et l'étude de l'OCDE sur la croissance.

Outre la version papier de l'*Observateur*, qui est publiée en français et en anglais, le lecteur peut en consulter tous les articles à www.csls.ca, sous *International Productivity Monitor*. La version diffusée en ligne d'un grand nombre des articles est intégrale. Il sera fait bon accueil à tous les commentaires.

Avec l'installation d'un nouveau gouvernement en 2004, l'orientation stratégique économique du Canada pourrait changer. Dans le premier article, **Peter Nicholson**, jusqu'à tout récemment conseiller du secrétaire général de l'OCDE et aujourd'hui conseiller en politiques de Paul Martin, traite de la performance et des perspectives économiques à long terme du Canada, et de ses priorités stratégiques en fonction du cadre et des perceptions qui ressortent de la récente étude de la croissance économique publiée par l'OCDE. Il soutient que le Canada a connu une performance remarquable depuis le milieu des années 90 et que, grâce aux prescriptions stratégiques élaborées par l'OCDE, le Canada fait bien dans la plupart des domaines. Par contre, signale Nicholson, notre écart de productivité par rapport aux États-Unis reste considérable et continue de grandir, et la recherche de moyens d'augmenter la croissance de la productivité est une nécessité sociale et politique croissante.

Nicholson élabore un bilan du rendement de l'économie canadienne fondé sur trois étoiles. Il donne trois étoiles au Canada pour la qualité des politiques macro-économiques, le capital humain, et l'exposition au commerce, deux étoiles pour l'investissement productif, et une étoile, ou peut-

être un peu mieux, pour l'innovation. Malgré cette solide performance, Nicholson met en garde contre la complaisance, compte tenu surtout du défi démographique que le pays aura à surmonter dans les années à venir.

Une grande source de croissance de la productivité du travail est l'augmentation de l'intensité capitalistique de la production par l'accumulation du capital. Dans le deuxième article, **Someshwar Rao, Jiamin Tang** et **Weimin Wang** d'Industrie Canada examinent l'impact de l'accumulation du capital sur le récent bilan de productivité du Canada. Une conclusion clé est que l'élargissement de l'écart de productivité du travail, dans le secteur des entreprises comme dans le secteur manufacturier, au cours de la deuxième moitié des années 90 était dans une large mesure le fait de l'élargissement de l'écart de l'intensité capitalistique entre les deux pays.

En effet, les auteurs concluent que, dans le secteur des entreprises, la croissance de la productivité multifactorielle dans les deux pays a été presque identique, aux alentours de 2 % par an, pour la période 1995-2000. La situation s'explique par le ralentissement marqué du rythme de croissance de l'intensité capitalistique du Canada depuis 1995. Ce fait nouveau reflétait l'augmentation du coût du capital par rapport au travail au Canada, qui est lui-même la conséquence d'une augmentation des prix des biens d'investissement sous l'effet de la dépréciation du dollar canadien et des faibles hausses salariales imputables au chômage élevé. Compte tenu de l'appréciation récente du dollar canadien et du recul attendu du

chômage, les auteurs projettent pour le moyen terme un rétrécissement de l'écart de l'intensité capitalistique entre le Canada et les États-Unis et, par conséquent, une réduction de l'écart de productivité du travail.

La mesure la plus répandue d'activité ou de croissance économique est le produit intérieur brut (PIB). Dans le troisième article, **Roland Spant**, économiste syndicaliste suédois, fait valoir que le produit intérieur net (PIN) serait préférable au PIB comme mesure de la croissance économique à diverses fins. La grande différence entre le PIB et le PIN est la dépréciation. Avec le déplacement de l'investissement vers les biens en technologie de l'information à courte durée de vie utile, la part de la dépréciation dans le PIB a augmenté dans la plupart des pays de l'OCDE et la croissance du PIB dépasse désormais celle du PIN. Spant signale que cela signifie que l'utilisation du PIB amène une surestimation de la croissance réelle de la production ainsi que la possibilité de gains salariaux réels non inflationnistes.

Le grand déterminant de la croissance future des niveaux de vie au Canada sera le taux de croissance de la productivité du travail. Ce numéro de *l'Observateur* renferme un symposium de trois articles qui traitent de la conjoncture à prévoir dans ce domaine, et des facteurs qui en seront la cause.

La première contribution au symposium, celle de **Thomas Wilson** de l'Université de Toronto, présente des prévisions fondées sur le modèle macro-économique FOCUS de l'économie canadienne. Selon les projections de ce modèle, la croissance de la productivité du travail augmentera au taux annuel moyen de 1,7 % sur la période 2002-2025. Wilson est plus optimiste, avec une projection de croissance de la productivité du travail d'environ 2 % par an. Les raisons qui sous-tendent ce scénario plus optimiste comprennent une meilleure cadence de l'approfondissement du capital en raison d'une croissance nettement plus lente de la population active, de la réal-

isation de gains de productivité d'investissements passés en technologie de l'information et des communications, d'une atténuation des futurs cycles économiques par une utilisation plus grande de stabilisateurs automatiques et des retombées positives continues de la libéralisation du commerce.

Dans la deuxième contribution au symposium, **Tiff Macklem** de la Banque du Canada compare les sources de croissance récente de la productivité au Canada et aux États-Unis. Comme Wilson, Macklem pense que la croissance de la productivité globale du travail au Canada avancera au taux annuel moyen d'environ 2 % pour le moyen terme. Cette prévision s'appuie sur la part accrue de l'investissement en machines et matériel dans le PIB, sur le degré élevé d'exposition au commerce et à l'investissement internationaux, sur l'environnement macro-économique favorable caractérisé par une faible inflation et l'amélioration des positions budgétaires, sur l'augmentation des retombées de la croissance rapide et soutenue de la productivité aux États-Unis, et sur l'écart important entre les niveaux de productivité du Canada et des États-Unis, qui laisse soupçonner une possibilité de rattrapage.

Dans le troisième et dernier article du symposium, **Benoît Robidoux** de Finances Canada fait observer qu'il y a eu une amélioration structurelle de la croissance de la productivité du travail au Canada depuis 1996 et que ce niveau supérieur de croissance de la productivité — environ 2 % par an — se maintiendra. Il signale que la future croissance de la productivité au Canada dépendra de plus en plus des tendances de la productivité dans le secteur des services, qui est en croissance, et en particulier de la capacité de ce secteur d'intégrer les technologies de l'information et des communications dans le processus de production.

Au début de 2003, l'OCDE a publié un grand rapport intitulé *Les sources de la croissance économique dans les pays de l'OCDE*. Dans le septième et dernier article, **Martin Neil Baily** de l'Institute for

International Economics fait un compte rendu du rapport. Baily signale que les conclusions clés comprennent : la diversité des taux de croissance par habitant dans les pays de l'OCDE, qui est essentiellement le reflet des différences d'utilisation du travail; l'importance que revêtent pour la croissance l'exposition au commerce international, les bonnes politiques macro-économiques et l'investissement dans le capital physique et humain; et

les rendements élevés de la croissance provenant des activités de R-D du secteur des entreprises, par contraste avec l'absence de tout effet positif de la R-D du secteur public. Baily fait observer que le rapport est muet sur les façons d'améliorer la croissance de l'emploi, et conclut que la combinaison du plein emploi avec une productivité élevée est le principal défi qui se pose actuellement pour les décideurs.

